

**Stéphane Kelly, *Les fins du Canada selon Macdonald, Laurier, Mackenzie King et Trudeau*, Montréal, Boréal, 2001, 287 p.**

**Michel Ducharme**

Volume 2, numéro 2, printemps 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024612ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024612ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ducharme, M. (2002). Compte rendu de [Stéphane Kelly, *Les fins du Canada selon Macdonald, Laurier, Mackenzie King et Trudeau*, Montréal, Boréal, 2001, 287 p.] *Mens*, 2(2), 266–270. <https://doi.org/10.7202/1024612ar>

**Stéphane Kelly, *Les fins du Canada selon Macdonald, Laurier, Mackenzie King et Trudeau*, Montréal, Boréal, 2001, 287p.**

Dans son ouvrage ambitieux *Les fins du Canada selon Macdonald, Laurier, Mackenzie King et Trudeau*, Stéphane Kelly nous présente sa lecture des «origines des nos moeurs et idées politiques » (p.9). S'intéressant aux quatre plus longs «règnes» de l'histoire du Canada après la Confédération, il cherche à faire ressortir les principes intellectuels ayant permis à John A. Macdonald, Wilfrid Laurier, William Lyon Mackenzie King et Pierre Elliott Trudeau de se maintenir au pouvoir pendant de très longues périodes. Selon l'auteur, la longévité des premiers ministres canadiens n'apparaît pas comme le fruit du hasard, mais plutôt comme une donnée fondamentale de notre système politique. Elle s'explique par la nature hamiltonienne des fondements intellectuels du Canada. Le pays se serait développé suivant une vision fédéraliste centralisatrice, une vision économique nationaliste acceptant les principes de la division du travail, du salariat et de l'industrialisation, une conception interventionniste de l'État et une vision impérialiste en politique extérieure. De prime abord, l'idée originale et le cadre d'analyse semblent stimulants. Ils permettent théoriquement de dépasser la vieille opposition entre conservatisme et libéralisme et, par le fait même, d'ouvrir le débat sur de nouveaux horizons. Malheureusement, il nous faut remarquer que le résultat est pour le moins décevant.

Nonobstant les lacunes de l'ouvrage, l'auteur peut tout de même se targuer de s'être intéressé au Canada et non pas seulement au Québec, un défi que peu d'historiens québécois ont relevé. Toujours au niveau historiographique, Kelly tente d'inscrire son originalité en se «réclamant» de la tradition de l'historien néo-zélandais John Greville Agard

Pocock. Ce dernier a développé, au cours des décennies 1960-1970, une nouvelle conceptualisation de l'évolution intellectuelle occidentale allant de Machiavel à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Kelly connaît bien cette interprétation qu'il a d'ailleurs utilisée dans son premier volume portant sur l'idéologie canadienne-française d'avant la Confédération (*La petite loterie*, Montréal, Boréal, 1997). Par contre, cette fois-ci, il replace ce cadre d'analyse dans sa spécificité américaine de la fin du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècle en faisant s'affronter les visions d'Alexander Hamilton et de Thomas Jefferson. Si le cadre n'est pas typiquement canadien, il a l'avantage d'être moins anachronique que celui utilisé dans *La petite loterie*. Néanmoins, en reformulant dans un cadre essentiellement américain l'interprétation de Pocock, Kelly fait disparaître l'aspect atlantique de l'analyse initiale et circonscrit ainsi arbitrairement son sujet en l'intégrant dans une vision très américano-centriste de l'histoire canadienne. Son oeuvre s'insère ainsi davantage dans le courant historiographique actuel mettant l'accent sur l'américanité de l'expérience québécoise et canadienne. Notons enfin qu'il est ironique que Kelly emprunte un cadre d'analyse typiquement américain puisque le premier fondement de l'identité canadienne est de n'être pas américaine. L'auteur dévoile par là l'aspect très québécois de ses *a priori*.

L'ambition de l'auteur de traiter le Canada dans la mouvance de la pensée d'Hamilton nous inspire quelques commentaires. D'une part, l'auteur défend en conclusion l'objectivité de son analyse. Certes, le lecteur est à même de constater la retenue dont fait preuve Kelly au niveau du style d'écriture si tant est que la retenue dans l'expression soit une garantie d'objectivité. Cependant, «l'objectivité» de l'analyse ne peut pas effacer la subjectivité du question-

nement et du cadre d'analyse. En abordant l'idéologie hamiltonienne à partir d'une perspective ouvertement démocratique (p. 9), Kelly condamnait *de facto* Hamilton et «ses disciples», spécialement John A. Macdonald et Pierre Elliott Trudeau, à paraître sous un jour plutôt défavorable. Effectivement, chez Hamilton, comme chez bien d'autres penseurs des Lumières (Voltaire, Montesquieu, Jaucourt, DeLolme, Blackstone, A. Smith...), participation au pouvoir et liberté ne sont pas synonymes comme chez les républicains du XVIII<sup>e</sup> siècle et les démocrates du XIX<sup>e</sup> siècle. La participation au pouvoir n'est que le moyen de garantir aux citoyens la jouissance de leurs droits naturels et non une fin en soi. Ainsi, en abordant la question de la liberté en passant uniquement par la question du gouvernement, Kelly a adopté une grille d'analyse jeffersonienne pour traiter du développement d'un État «hamiltonien». Les conclusions de son analyse étaient implicites dans son questionnement. En outre, le cadre d'analyse aurait été plus solide si Kelly avait démontré une connaissance minimale de la carrière d'Hamilton. Dans le premier chapitre, il oublie qu'Hamilton était un défenseur acharné de la constitution américaine de 1787 (voir *The Federalist Papers*). Dans le second, il ne tient aucunement compte, ne serait-ce que pour nuancer son argument, qu'Hamilton participa à la Révolution américaine. Enfin, la démonstration aurait été plus convaincante si l'auteur avait prouvé qu'il avait lui-même lu et analysé les oeuvres d'Hamilton et s'il avait eu recours à quelques citations directes. La couverture de la pensée de Jefferson aurait également pu être plus solide.

Bien que la théorie utilisée puisse susciter quelque intérêt chez le lecteur, le développement de la thèse demeure plutôt faible. Dans les faits, l'oeuvre ressemble à une histoire politique classique du Canada qui suit l'itinéraire

politique des quatre chefs de gouvernement ayant le plus marqué le pays depuis la Confédération. En fin de compte, l'analyse de Kelly redéfinit un vieux cliché de l'identité canadienne voulant que le Canada soit un pays d'ordre et d'autorité alors que les États-Unis en aient été un de liberté au XIX<sup>e</sup> siècle, quoique plus autoritaire au XX<sup>e</sup> siècle. Dans son traitement, la thèse n'est guère originale.

En outre, la thèse disparaît presque complètement dans deux chapitres sur quatre. Ainsi, la position de Laurier peut finalement être qualifiée plus justement de «britannique» plutôt que d'hamiltonienne. Quant au texte concernant Mackenzie King, il porte sur l'évolution intellectuelle de ce dernier entre le libéralisme classique du XIX<sup>e</sup> siècle (et encore, celui du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle) et le nouveau libéralisme. Les sections développant les aspects économiques et internationaux de la thèse apparaissent particulièrement fragiles. C'est probablement pour cette raison qu'elles sont généralement passées sous silence dans divers chapitres. En fait, la thèse de l'auteur est présente essentiellement dans le prologue, l'épilogue et les chapitres concernant Macdonald et Trudeau.

Enfin, il nous faut malheureusement remarquer que plusieurs erreurs parsèment l'ouvrage. L'auteur connaît mal la culture et la politique britanniques auxquelles il fait quelquefois allusion, les institutions canadiennes, ainsi que l'histoire du Canada anglais en particulier. Par exemple, les conservateurs appuyaient l'union des deux Canadas (p. 23). Il n'y a pas de Communes au Canada-Uni, mais une assemblée législative (p. 27). Macdonald ne tenait pas à l'idée d'une fédération en 1858 (pp. 31-32). En fait, c'est Alexander T. Galt qui avait fait de l'adoption d'une telle politique par le gouvernement une condition à son entrée au cabinet en 1858. William Gladstone n'est pas le premier ministre du

Royaume-Uni en novembre 1864 (p. 39). Wilfrid Laurier n'a pas été anobli en 1898 (p. 109), il a simplement été fait *Knight Grand Cross of the Order of Saint Michael and Saint George*. Le Règlement XVII en Ontario a été adopté en 1912 et non en 1917 (p. 120). N.W. Rowell n'a jamais été premier ministre de l'Ontario (pp. 124, 153). C'est Édouard VII qui fut surnommé «the Peacemaker» et non George IV (p. 133). Le personnage aristocratique hautain dans le roman de Jane Austen, *Pride and Prejudice*, se nomme Darcy, et non Darby (p. 144). C'est Bennett qui est premier ministre durant la dépression des années 1930 et non Borden (p. 151). L'élection au Québec lors de laquelle les libéraux fédéraux ont aidé les libéraux d'Adélard Godbout a eu lieu en 1939, et non 1937 (p. 158). Le premier ministre canadien n'est pas le chef de l'État, mais le chef du gouvernement (p. 163). L'entrée en guerre des Américains en 1941 ne signifiait pas que la «victoire [était] à portée de la main» pour les alliés (p. 169). Et la liste ne prétend pas à l'exhaustivité. Si ces erreurs ne remettent généralement pas en cause la thèse de l'auteur, elles n'en sont pas moins regrettables.

Bref, si le lecteur cherche une analyse originale, quoique superficielle, de l'histoire canadienne, il pourra survoler rapidement l'introduction, le prologue et l'épilogue. Pour le reste, il s'agit d'une histoire traditionnelle.

*Michel Ducharme*  
*Département d'histoire*  
*Université McGill*